
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1920.

PROPOSITION DE LOI SUR LA PENSION DES VIEUX MINEURS ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. **MANSART**.

MESSIEURS,

1^{re} SECTION. — Le projet est adopté par 13 voix et 3 abstentions, après qu'un membre eut fait remarquer qu'il est contre les différences avec les autres travailleurs et qu'un autre membre eut répondu qu'il est d'avis qu'il faut garder cette différence.

2^e SECTION — Adopte également le projet. Un membre fait observer que les mineurs auraient voulu l'imminution jusqu'à 720 francs.

3^e SECTION. — Adopté à l'unanimité.

4^e SECTION. — Adopté à l'unanimité. Un membre fait remarquer que les pensions de vieillesse vont être considérablement augmentées. Dès lors il y a lieu sans doute de remettre l'examen de ce projet à la suite du premier. Un membre propose d'émettre un vote affirmatif de principe quitte à demander à la Section centrale et se mettre d'accord avec les Ministres des Finances et de l'Industrie et du Travail. Un membre, quoique très sympathique à une modification estime qu'il y a lieu de ne pas profuser, sans examen préalable, une loi qui impose des sacrifices non encore connus, au Ministre des Finances.

Plusieurs membres déclarent que leur vote affirmatif est subordonné à la question des ressources de l'État et à l'examen plus approfondi du projet.

(1) Projet de loi, n° 128.

(2) La Section centrale, présidée par M. MECHERYNCK, était composée de MM. MANSART, BERTRAND, PEPIN, MABILLE, LEONARD et PIÉRARD.

3^e SECTION. — Adopté à l'unanimité.

6^e SECTION. — Adopté aussi. Mais un membre rappelle que les ouvriers mineurs ont toujours fait un grand effort de prévoyance et que la proposition actuelle est encore inférieure à ce qu'ont obtenu les mineurs français.

D'autres membres demandent l'extension du bénéfice de la loi aux ardoisiers, ouvriers des exploitations des terres plastiques et anciens ouvriers des mines métalliques. Renvoyé à la Section centrale.

Pétitions.

Les Conseils communaux de Pont-de-Loup, de Trazegnies, de Farciennes, de Pironchamps et de Dampremy ont, par pétitions reçues en avril et en mai derniers, fait connaître qu'ils émettent le vœu de voir adopter, par la Chambre, la proposition de loi sur les pensions des vieux mineurs.

Celui de Farciennes suggère de voir mettre à l'étude un projet de pensions pour les travailleurs des autres catégories.

Le sieur Edouard Piret, président de la Fédération des mineurs pensionnés du Centre à Anderlues, suggère certaines dispositions à inscrire dans la loi sur les pensions des mineurs et insiste sur l'urgence qu'il y a à voter cette proposition de loi.

Exposé.

Une législation séparée existe actuellement pour l'octroi de la pension de retraite aux travailleurs de la mine.

En 1842 déjà, les exploitants de charbonnages, d'accord avec leurs ouvriers, ont organisé les premières caisses de prévoyance. Le taux des pensions variait d'un bassin à un autre et les pouvoirs publics n'intervenaient pas financièrement dans les dépenses résultant de l'octroi des indemnités de retraite. Ce n'est que plus tard que des allocations minimales ont été accordées à titre d'encouragement.

En 1912 le Parlement vota la loi accordant une pension de 360 francs aux vieux travailleurs de la mine aux conditions suivantes : 1^o avoir travaillé pendant trente ans au moins au charbonnage; 2^o être resté au travail jusque 55 ans au fond ou 60 ans à la surface.

Par la loi de 1914, cette dernière condition a été supprimée pour les houilleurs nés avant le 1^{er} janvier 1869, qui ont été obligés de quitter la mine pour motifs de santé et reconnus incapables de travailler. Dans les autres cas, elle restait en vigueur.

La loi de 1919 a porté le taux de la pension à 720 francs.

* * *

Le projet actuel abaisse l'âge requis de cinq années pour avoir droit à la pension; au lieu de 55 et 60 ans, il propose 50 ans pour les ouvriers du fond et 55 ans pour ceux de la surface. Il élève le taux de la pension à 1,400 francs

pour ceux qui seront pensionnés, incapables de travailler, à 50 ans avec une augmentation de 100 francs par année restée au travail, pour atteindre le maximum de 1,500 francs à 55 ans.

Il supprime l'obligation d'être encore au travail ou d'avoir travaillé jusque 50 ou 55 ans pour avoir droit à la pension, pourvu que les années de travail aient été fournies à l'industrie houillère.

Il prévoit l'indemnisation prématurée pour le cas d'invalidité, à savoir qu'une partie de la pension serait accordée après un minimum d'années de travail (quinze années par exemple) pour les mineurs âgés au moins de 35 ans, avec un trentième en plus par année de travail au delà de quinze années, attendu que l'entièreté de la pension reposerait sur trente années de travail.

* * *

Une législation séparée, pour les travailleurs de la mine, se justifie par plusieurs raisons que nous résumons comme suit : 1° ils ont été les premiers à assurer leur vieillesse en organisant avec les exploitants, des caisses de prévoyance qu'ils alimentaient de leurs deniers; 2° la longévité de cette catégorie d'ouvriers est certainement inférieure à celle de ceux occupés à d'autres travaux; 3° ils séjournent dans l'obscurité pendant toute la durée de leur journée de travail; 4° ils ne sont alimentés que par un aérage artificiel souvent vicié et quelquefois insuffisant; 5° ils sont souvent obligés de travailler dans une atmosphère chargée de poussière ou dans des chantiers chauds et humides; 6° enfin la difficulté, toujours plus grande, de recruter du personnel voulant devenir ouvrier qualifié de la mine.

Le nombre de personnes descendant dans les fosses a sensiblement augmenté depuis l'armistice, mais la plus grande partie est attirée par les salaires élevés du moment; ces ouvriers s'empresseront de quitter le charbonnage lorsqu'ils trouveront une autre occupation justement rémunérée. Il faut plusieurs années d'apprentissage pour devenir un ouvrier à veine ou un coupeur de voie.

* * *

La réversibilité aux veuves de pensionnés doit aussi subir une certaine modification. L'exigence de vingt années de mariage et l'âge élevé de 60 ans sont, comme le dit l'exposé des motifs, des conditions qui mettent les dévouées compagnes des mineurs dans une triste situation. La solidarité qui résulte de la réversibilité ne doit pas continuer à se mesurer sur un aussi long laps de temps.

Montant des pensions servies par les caisses de prévoyance en 1919.

Caisse de prévoyance de Mons	1,538,862 04
Id. id. du Centre	996,219 09
Id. id. de Charleroi	1,541,840 65
Id. id. de Namur	156,219 12
Id. id. de Liège	1,217,354 67
Id. id. de la Campine	1,014 67
TOTAL.	5,451,510 13

Nombre de pensionnés. (Au 1^{er} janvier 1920.)

Caisse de prévoyance.	Pensionnés touchant 360 francs.	Pensionnés touchant un complément de pension.	Veuves touchant 180 francs.	Veuves touchant moins de 180 francs.	Total des quatre catégories.
Mons	1,721	1,956	1,024	560	5,261
Centre	1,150	1,299	606	631	3,686
Charleroi	1,368	2,098	962	2	4,430
Namur	195	132	79	—	426
Liège	1,716	1,674	757	—	4,147
Campine	1	2	—	—	3
TOTAL	6,151	7,181	3,428	1,193	17,953

Age des mineurs soumis à la loi en 1914 et en 1918.

Année de naissance.	NOMBRE DES MINEURS	
	occupés dans les charbonnages en 1914.	occupés dans les charbonnages en 1918.
1854	758	122
1855	1,019	122
1856	1,252	182
1857	1,430	226
1858	1,323	714
1859	1,791	1,061
1860	2,127	1,257
1861	2,322	1,303
1862	2,273	1,368
1863	2,583	1,776
1864	2,736	2,074
1865	2,744	2,231
1866	3,020	2,488
1867	3,117	2,621
1868	3,238	2,692
1869	3,251	2,729
1870	3,459	2,914
1871	3,322	2,703
1872	3,906	3,289
1873	4,211	3,686
1874	4,510	3,744
1875	4,609	3,752
1876	4,495	3,657
1877	4,626	3,694
1878	4,146	3,328
1879	4,263	2,876
1880	4,347	3,076
1881	4,723	3,059
1882	4,975	3,294

Année de naissance.	NOMBRE DES MINEURS	
	occupés dans les charbonnages en 1914.	occupés dans les charbonnages en 1918.
1883	4,987	3,188
1884	5,132	3,269
1885	5,092	3,294
1886	5,130	3,169
1887	5,383	3,208
1888	5,371	3,064
1889	5,603	3,313
1890	5,829	3,216
1891	6,141	3,335
1892	5,999	3,187
1893	4,577	3,750
1894	6,928	4,219
1895	7,019	4,644
1896	7,087	4,998
1897	6,571	5,264
1898	5,894	5,418
1899	5,243	5,763
1900	4,713	6,113
1901	3,683	6,207
1902	855	5,290
1903	—	4,007
1904	—	1,623
1905	—	59

**Nombre d'ouvriers mineurs âgés en 1919 de 55 ans,
de 55 à 60 ans et de plus de 60 ans.**

Catégories.	Caisses de prévoyance						TOTAL.
	de Mons.	du Centre.	de Charleroi.	de Namur.	de Liège.	de la Campine.	
Nés de 1866 à 1870.	3,350	2,477	3,866	360	2,920	78	13,051
Nés de 1861 à 1865.	2,258	1,704	2,248	198	1,900	33	8,341
Nés avant 1861 . . .	919	609	606	59	656	11	2,860
TOTAL	6,527	4,790	6,720	617	5,476	122	24,252

**Salaires payés aux ouvriers mineurs pendant les années
de 1915 à 1919.**

Caisses de prévoyance.	1915	1916	1917	1918	1919
Mons	30,226,609 38	36,945,565 39	50,177,801 30	64,732,504 18	123,776,642 20
Centre	26,182,229 35	35,456,944 83	42,021,010 57	55,273,563 03	99,553,936 13
Charleroi	29,560,011 58	43,639,266 42	55,477,996 08	82,128,680 09	168,423,302 27
Namur	3,211,649 46	4,377,771 12	5,407,046 46	7,322,531 24	14,227,471 53
Liège	38,491,466 08	44,757,616 92	42,120,862 18	57,916,512 22	124,392,325 09
Campine	823,397 75	1,495,234 59	1,538,166 96	2,210,948 62	7,173,925 48

**Organisation et fonctionnement des Caisses de prévoyance
sous le régime de la loi du 5 juin 1911.**

Le régime des pensions des vieux ouvriers mineurs établi par les lois du 3 juin 1911 et du 26 mai 1914 est le suivant :

En régime normal, les ouvriers doivent se constituer eux-mêmes leur pension par l'acquisition de rentes à la Caisse générale de retraite, sous la garantie de l'Etat, par application de la loi générale du 10 mai 1900 concernant les pensions de vieillesse. A cet effet, aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1911, tous les ouvriers occupés dans une exploitation houillère belge et âgés de moins de 60 ans au 1^{er} janvier 1912, sont assurés à la Caisse générale de retraite.

Cette assurance est réalisée par les exploitants des charbonnages à l'intermédiaire des caisses de prévoyance. Chacun des ouvriers, à raison de cette affiliation, est titulaire d'un livret individuel sur lequel il doit être effectué des versements annuels dont le total ne peut être inférieur à 18 francs pour les ouvriers âgés de moins de 21 ans, ni à 24 francs pour ceux âgés de 21 ans ou plus; ces versements sont réalisés par voie de retenues sur les salaires.

Le taux de ces versements a été établi de façon à procurer à l'ouvrier, grâce à leur propre intervention et avec l'appoint des primes de l'Etat, une pension de 360 francs à 60 ans, étant admis que les versements étaient faits à capital abandonné.

L'ouvrier peut effectuer ses versements à capital abandonné ou à capital réservé; il peut de même fixer l'entrée en jouissance des rentes acquises à la Caisse de retraite de 55 à 60 ans.

Période transitoire. — Le régime établi par la loi ne pouvait produire ses pleins effets qu'au profit des ouvriers âgés de moins de 21 ans au 1^{er} janvier 1912; attendu que le total des rentes acquises à 60 ans par les versements ininterrompus à la Caisse générale de retraite ne pouvaient atteindre 360 francs pour les ouvriers ayant dépassé l'âge de 21 ans.

La loi a dû prévoir, dans ces conditions, un régime transitoire, en vue duquel il est fait appel à l'intervention des caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs.

Le régime transitoire s'applique :

1^o Aux ouvriers ou anciens ouvriers qui, ayant atteint ou dépassé au 1^{er} janvier 1912 l'âge de 60 ans, ne tombant plus sous l'application de la loi;

2^o Aux ouvriers mineurs pensionnés à charge des anciennes caisses de prévoyance;

3^o Aux ouvriers âgés de plus de 21 ans et de moins de 60 ans au 1^{er} janvier 1912.

Pour les ouvriers des deux premières catégories, la pension de 360 francs leur a été octroyée, *de plano*, à charge des caisses de prévoyance; l'obtention de la pension était subordonnée, pour les anciens ouvriers non pensionnés à charge d'une caisse de prévoyance, à la condition qu'ils aient travaillé jusqu'à l'âge de 60 ans, et pendant 30 ans au moins dans une exploitation houillère belge.

La loi du 26 mai 1914 a étendu le bénéfice de cette pension aux ouvriers

qui, nés avant le 1^{er} janvier 1863, sont incapables de travailler normalement dans un charbonnage et se trouvent dans le besoin, à moins qu'il ne soit prouvé que l'ancien ouvrier a quitté prématurément la mine pour une autre raison qu'un motif de santé.

Pour les ouvriers de la 3^e catégorie, la loi prévoit que, pour suppléer à l'insuffisance des rentes qu'ils ont pu acquérir à la Caisse générale de retraite par les versements effectués du chef de leur affiliation obligatoire à cette caisse, il leur sera attribué, à charge des caisses de prévoyance, un complément de pension dont le montant sera égal à la différence entre le taux de 360 francs et le montant des rentes que ces ouvriers auraient pu acquérir par les versements à la Caisse générale de retraite, les versements étant considérés comme ayant été faits à capital abandonné et avec entrée en jouissance à 60 ans.

L'octroi du complément de pension est subordonné à la condition que les intéressés ayant atteint l'âge de 60 ans et qu'ils aient travaillé jusqu'à cet âge et pendant trente ans au moins dans une exploitation houillère belge.

Toutefois, la limite d'âge est abaissée à 55 ans pour les ouvriers ou anciens ouvriers du fond qui auront été occupés jusqu'à cet âge et pendant trente ans au moins dans une exploitation belge, s'ils cessent tout travail ou si, continuant à travailler, ils touchent un salaire inférieur aux trois cinquièmes du salaire moyen des ouvriers de la catégorie à laquelle ils appartiennent.

La même limitation d'âge à 55 ans a été reconnue par la loi au profit des anciens ouvriers de la même catégorie admis à la pension de 360 francs, à la mise en vigueur de la loi du 5 juin 1911, lorsqu'ils avaient travaillé jusqu'à cet âge pendant trente ans dans la mine.

Indépendamment des pensions reconnues aux ouvriers, la loi a également appelé au bénéfice de la pension les veuves et les enfants mineurs, lesquels continueront à jouir des pensions dont ils jouissaient à charge des anciennes caisses de prévoyance, avant la mise en vigueur de la loi; en outre, les veuves des ouvriers mineurs âgés de plus de 21 ans à la date du 1^{er} janvier 1912 décédés après l'obtention d'une pension, pourront obtenir une pension de 180 francs à charge des caisses de prévoyance, lorsqu'elles auront atteint l'âge de 60 ans, pourvu qu'elles aient été unies, au moins pendant 20 ans avec un ouvrier houilleur.

Pour couvrir les charges résultant du service de ces pensions, la loi prévoit que les caisses de prévoyance seront alimentées :

1^o Par une cotisation des exploitants affiliés, équivalents au montant des charges des caisses, sans qu'elle pût être inférieure à $1\frac{1}{3}\%$ des salaires.

Si les charges atteignaient un montant dépassant $2\frac{1}{2}\%$ des salaires, l'excédent serait supporté par moitié par l'État et par moitié par les provinces sur le territoire desquelles les charbonnages sont situés ;

2^o Par une cotisation temporaire des ouvriers âgés d'au moins 30 ans au 1^{er} janvier 1912 et fixée à 50 centimes par mois.

Au regard de la loi du 5 juin 1911, les caisses de prévoyance ont donc un double objet :

1^o De servir d'intermédiaire pour l'affiliation des ouvriers à la Caisse générale de retraite ;

2° Accorder des pensions et des suppléments de pension dans les limites fixées par la loi.

De leur nature, les caisses de prévoyance sont des organisations purement patronales auxquelles tous les exploitants sont obligatoirement affiliés ; ces organismes jouissent de la personnalité civile en application de la loi du 28 mars 1868. Leur nombre est fixé à six par l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1911 englobant toutes les exploitations des divers bassins.

Les caisses sont administrées par des commissions administratives composées pour moitié de patrons et pour moitié d'ouvriers.

Ces commissions ont dans leurs attributions de statuer sur les demandes de pension.

Leurs décisions sont susceptibles d'appel devant le juge de paix dans le ressort duquel se trouve le siège de la caisse.

*
* * *

La Section centrale a demandé au Ministère de l'Industrie et du Travail de lui faire connaître, si possible, les charges éventuelles qu'entraînerait l'adoption du projet.

Voici la réponse :

Évaluation des charges à résulter de l'application du projet de loi de MM. Dejardin et consorts.

Sous le régime légal actuel le montant des pensions servies par les caisses de prévoyance en 1919 est de 5,451,510 francs.

Étant admis que la pension est portée à 720 francs pour les ouvriers et à 360 francs pour les veuves, la charge apportée par les caisses peut être évaluée à 11,082,810 francs.

Si la pension était portée à 1,400 francs pour les ouvriers et à 530 francs pour les veuves, le montant en serait de 17,026,960 francs.

Mais le projet Dejardin et consorts appelle une nouvelle catégorie d'ouvriers au bénéfice de la pension, ceux âgés de 50 à 55 ans, dont le nombre était au 1^{er} janvier 1919 de 13,051.

En admettant que le nombre des ouvriers occupés dans le fond comparativement au nombre total des ouvriers occupés dans les charbonnages représente environ 70 %, le nombre des ouvriers de fond peut être évalué à

$$\frac{13,051 \times 70}{100} = 9,136.$$

L'article 8 de la loi du 9 juin 1911 appelle au bénéfice du complément de pension les ouvriers qui cessent le travail ou ne gagnent que les trois cinquièmes du salaire moyen des ouvriers de leur catégorie. Il est impossible de chiffrer parmi les 9,136 ouvriers le nombre de ceux qui réuniront ces conditions. Si tous les 9,136 ouvriers étaient appelés à jouir de la pension :

1° De 720 francs, la charge initiale supplémentaire serait de $720 \times 9,136 = 6,577,920$ francs ;

2° Si la pension était de 1,100 francs, la charge initiale supplémentaire serait de $1,100 \times 9,136 = 10,049,600$ francs.

En effet, il est à observer qu'il ne s'agit pas, dans cette hypothèse, d'un complément de pension; la loi du 10 mai 1900 prévoit que les affiliés à la Caisse générale de retraite ne peuvent jouir de rentes acquises qu'à partir de chaque année d'âge accomplie depuis 55 ans jusqu'à 65 ans. La charge des pensions tomberait toute entière sur les caisses de prévoyance. Et ce n'est que lorsque chacun de ces ouvriers atteindrait l'âge qu'il a fixé pour l'entrée en jouissance des rentes acquises à l'aide de ses versements effectués à la Caisse générale de retraite, soit à 55 ans, soit à 60 ans, qu'il y aura lieu de défalquer des sommes fixées respectivement à 720 et à 1,100 francs le montant de ces rentes.

Il ressort de ces considérations que pour la première année, en ne considérant que les ouvriers âgés de 50 à 55 ans, la charge de 17,026,960 francs sera portée à $17,026,960 + 6,577,920 = 23,604,880$ francs. Si la pension est de 720 francs, on a $17,026,960 + 10,049,600 = 27,076,560$ francs si la pension est portée à 1,100 francs.

Il reste une autre catégorie d'ouvriers, celle de 55 à 60 ans, ouvriers de la surface, en vertu de la loi actuelle, ne sont admis à la pension qu'à l'âge de 60 ans. Leur nombre peut être évalué, d'après les chiffres des affiliés mineurs fourni par la Caisse générale de retraite, à 8,341. En vertu du projet Dejardin et consorts, ces ouvriers sont appelés automatiquement au bénéfice de la pension de 1,100 francs à l'âge de 55 ans. Les rentes qu'ils ont pu acquérir à la Caisse générale de retraite peuvent être estimées en moyenne à 60 francs. Les Caisses de prévoyance auront donc à supporter, si l'on restait dans les termes de la loi de 1911, environ 300 francs pour chacun d'eux, soit : $300 \times 8,341 = 2,502,300$ francs. La pension s'étant portée à 720 francs, cette charge s'accroîtrait de $560 \times 8,341 = 3,002,760$ francs. La charge initiale serait donc de $2,502,300 + 3,002,760 = 5,505,060$ francs. Si la pension est portée à 1,100 francs, il conviendra d'ajouter une nouvelle augmentation de $(1,100 - 720 = 380) 380 \times 8,341 = 3,169,580$ francs. L'augmentation totale serait donc de $5,505,060 + 3,169,580 = 8,674,640$ francs.

L'évaluation des charges résultant de l'admission à la pension des veuves âgées de 55 ans et de la majoration du taux de la pension à 550 francs est impossible sans se livrer à des calculs très longs et très compliqués.

Nous ne possédons pas actuellement des données suffisantes. Les renseignements font également défaut pour évaluer le nombre des invalides et le coût des pensions que le projet prévoit en leur faveur.

La récapitulation des chiffres qui précèdent permet d'évaluer « grosso modo » la charge initiale, attendu que cette charge augmentera chaque année pendant une période qu'il n'est possible de déterminer qu'à l'aide des tables de mortalité :

A. — Si la pension est portée à 720 francs :

1° Ouvriers jouissant actuellement d'une pension. . . fr.	11,082,810 »
2° Ouvriers âgés de 50 à 55 ans	5,577,920 »
3° Ouvriers âgés de 55 à 60 ans	5,505,060 »
4° Veuves (évaluation impossible)	»
TOTAL. . . fr.	23,168,790 »

B. — Si la pension est portée à 1,100 francs :

1° Ouvriers jouissant actuellement d'une pension.	fr. 17,026,960	»
2° Ouvriers âgés de 50 à 55 ans	10,049,600	»
3° Ouvriers âgés de 55 à 60 ans	6,674,640	»
4° Veuves (évaluation impossible).	»	
TOTAL.	fr. 33,751,200	»

Les charges des caisses de prévoyance sont couvertes :

1° Par une cotisation mensuelle de 50 centimes à payer par les ouvriers âgés d'au moins 30 ans au 1^{er} janvier 1912. Cette contribution pour l'ensemble du pays peut être évaluée à 350,000 francs environ;

2° Par des cotisations fixées actuellement à 2 1/2 ‰, mais que le projet prévoit être à 3 ‰, des salaires payés aux ouvriers. Si les cotisations dépassent 2 1/2 ‰, dans l'état actuel, ce qui devient 3 ‰ dans le projet, l'excédent est supporté moitié par l'État, moitié par les provinces sur le territoire desquelles les charbonnages sont situés.

Si ce taux de 3 ‰ est admis, le calcul s'établirait comme suit: Le montant des salaires pour 1919 s'élève à fr. 532,637,602.70; 3 ‰ sur ce montant représente fr. 15,979,428.08.

Envisageant trois hypothèses : la première dans laquelle la pension serait portée dans les conditions actuelles d'âge et d'années de service à 720 francs pour les ouvriers et à 360 francs pour les veuves, la charge a été évaluée à 11,082,810 francs. Si l'on ajoutait à cette charge celles qui résulteraient de l'admission des veuves à 55 ans ainsi que l'accession à la pension des mineurs atteints d'invalidité prématurée, on peut estimer que le coût total serait couvert par les sommes fournies par une cotisation patronale de 3 ‰.

Dans la deuxième hypothèse, la pension étant portée à 720 francs mais l'âge de la pension étant ramené à 50 et 55 ans, on se trouverait en présence d'un déficit d'au moins 23,163,790 — 15,979,428.08 = 7,186,316.92 francs, étant entendu que les charges de veuves et d'invalides ne sont pas comprises dans les dépenses.

Dans la troisième hypothèse, le taux de la pension étant élevé à 1,100 francs aux âges respectifs de 50 et 55 ans, le déficit atteindrait 33,751,200 — 15,979,428.08 = 19,771,771.92 francs, non compris le coût des pensions des veuves (nouvelle catégorie) et des invalides.

Il est à observer qu'il s'agit dans l'espèce des charges initiales de ce nouveau régime; ce déficit étant destiné à s'accroître chaque année jusqu'au moment où le nombre des ouvriers appelés successivement à la pension sera égal au nombre de ceux qui disparaissent.

*
* * *

La Section centrale approuve la proposition de loi, sauf réserves de certains membres à raison de ses conséquences financières.

Le Rapporteur,
J. MANSART.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1920.

VOORSTEL VAN WET OP HET PENSIOEN DER OUDE MIJNWERKERS ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER MANSART.

MIJNE HEEREN,

1^{de} AFDEELING. — Het voorstel wordt aangenomen met 13 stemmen en 5 onthoudingen, nadat een lid heeft doen opmerken dat hij tegen het verschil met de andere arbeiders is, en een ander lid daarop heeft geantwoord dat, naar zijne meening, dit verschil moet behouden blijven.

2^{de} AFDEELING. — Neemt evenzoo het voorstel aan. Een lid doet opmerken dat de mijnwerkers graag de vrijstelling tot eene som van 720 frank zouden gewild hebben.

3^{de} AFDEELING. — Eenparig aangenomen.

4^{de} AFDEELING. — Eenparig aangenomen. Een lid doet opmerken dat de ouderdomspensioenen aanzienlijk gaan vermeerderd worden. Dus diende men misschien het onderzoek van dit voorstel uit te stellen tot na het eerste. Een lid stelt voor, eene stemming van beginsel in gunstigen zin uit te brengen, vrij daarna aan de Middenafdeeling te vragen tot een akkoord te komen met den Minister van Financiën en den Minister van Nijverheid en Arbeid. Een lid, wel geneigd er eene wijziging in te brengen, meent dat men niet al te lichtzinnig, zonder voorafgaand onderzoek, eene wet moet maken, die aan den Minister van Financiën nog niet gekende offers oplegt.

(1) Wetsvoorstel, n° 128.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer MECHELYNCK, bestond uit de heeren MANSART, BERTRAND, PEPIN, MABILLE, LÉONARD en PIÉRARD.

Verscheidene leden verklaren dat hunne goedkeuring van het voorstel afhangt van het vraagstuk der Staatsmiddelen en van een grondiger onderzoek van het voorstel.

5^e AFDEELING. — Eenparig aangenomen.

6^e AFDEELING. — Aangenomen. Maar een lid wijst er op, dat de mijnwerkers nooit de werken van voorzorg hebben verzuimd en dat het tegenwoordig voorstel nog minder geeft dan wat de Fransche mijnwerkers hebben bekomen.

Andere leden vragen de uitbreiding van het voordeel der wet tot de arbeiders van de leigroeven, van de ondernemingen van vormklei en gewezen werklieden der ijzermijnen. Verzonden naar de Middenafdeeling.

Verzoekschriften.

De gemeenteraden van Pont-de-Loup, Trazegnies, Farciennes, Pironchamps en Dampremy hebben, bij verzoekschriften ontvangen in April en Mei laatstleden, doen weten dat zij den wensch uitbrengen dat de Kamer het wetsvoorstel op het pensioen der oude mijnwerkers zou aannemen.

Die van Farciennes geeft in overweging, een ontwerp van pensioen te bestudeeren voor de arbeiders van de andere categorieën.

De heer Edouard Piret, voorzitter van den Bond der gepensioneerde mijnwerkers van het Centrum te Anderlues, stelt voor, sommige bepalingen op te nemen in de wet op het pensioen der mijnwerkers en dringt aan op eene spoedige aanneming van dit wetsvoorstel.

Toelichting.

Thans bestaat er een afzonderlijke wetgeving voor het toekennen van het rustpensioen aan de mijnarbeiders.

Reeds in 1842 hebben de patroons van steenkolenmijnen, in overeenstemming met hunne werklieden, de eerste voorzorgskassen opgericht. Het bedrag der pensioenen veranderde van de eene onderneming tot de andere en de openbare machten kwamen geldelijk niet tussehen in de onkosten wegens het verleenen van rustgelden. Slechts later werden geringe tegemoetkomingen als aanmoediging verleend.

In 1912 namen de Kamers de wet aan, waarbij een pensioen van 360 frank werd verleend aan de oude mijnarbeiders onder de volgende voorwaarden: 1^o gedurende ten minste dertig jaar in de kolenmijn te hebben gearbeid; 2^o tot 55 jaar ondergronds of tot 60 jaar bovengronds te hebben gearbeid.

De wet van 1914 heeft deze laatste voorwaarde afgeschaft voor de mijnwerkers geboren vóór 1 Januari 1869, die verplicht werden om gezondheidsredenen de mijn te verlaten en onbekwaam voor den arbeid werden erkend. In de overige gevallen bleef zij in werking.

De wet van 1919 bracht het cijfer van het pensioen op 720 frank.

* * *

Het onderhavig ontwerp verlaagt met vijf jaar den vereischten leeftijd om recht te hebben op het pensioen; het stelt 50 jaar voor, in stede van 55 en 60, voor de ondergrondse werklieden en 55 jaar voor de bovengrondse. Het

verhoogt het pensioenbedrag op 1,100 frank voor die welke, onbekwam om te arbeiden, zullen gepensionneerd worden op 50 jaar met eene verhooging van 100 frank per arbeidsjaar, om het maximum van 1,500 frank op 55jarigen leeftijd te bereiken.

Het schaft de verplichting af, nog aan den arbeid te zijn of gearbeid te hebben tot 50 of 55 jaar om recht te hebben op het pensioen, mits de arbeidsjaren ten goede zijn gekomen aan de kolennijverheid.

Het voorziet de vroegtijdige vergoeding in geval van invaliditeit, m. a. w. een gedeelte van het pensioen zou verleend worden na een minimum van jaren arbeid (vijftien jaar b. v.) voor de mijnwerkers van minder dan 55 jaar oud, met een dertigste meer per jaar arbeid boven vijftien jaar, aangezien de algeheelheid van het pensioen op dertig jaren arbeid zou berusten.

* *

Eene afzonderlijke wetgeving voor de mijnarbeiders wordt gebillijkt door verschillende redenen welke wij als volgt samenvatten: 1^o Zij waren de eersten om hun ouderdom te verzekeren door, te zamen met de patroons, verzorgskassen tot stand te brengen, welke zij met hunne penningen stiftten; 2^o de levensduur van deze soort arbeiders is voorzeker korter dan die van arbeiders die met ander werk zijn belast; 3^o zij verblijven, gedurende heel den duur van hun arbeidsdag, in de duisternis; 4^o zij worden slechts verlucht door een soms gebrekkig en soms ontoereikend verluchtstelsel; 5^o dikwijls zijn zij verplicht te arbeiden in een stoffigen luchtkring of in warme en vochtige plaatsen; 6^o ten slotte, de immers grooter wordende moeilijkheid om personeel van te werven, dat verlangt vakarbeider in de mijn te worden.

Het aantal in de mijnen neerdalende personen is, sedert den wapenstilstand, zeer toegenomen, doch het grootste gedeelte wordt aangetrokken door de tijdelijk hooge loonen; die werklieden zullen zich haasten de kolenmijn te verlaten wanneer zij een andere goed bezoldigde bezigheid zullen vinden. Er zijn verscheidene leerjaren noodig om een steenkoolhouwer of een ganghakker te worden.

* *

Het overdragen van het pensioen op de weduwen van gepensionneerden moet ook eene zekere wijziging ondergaan. De eisch van twintig jaar huwelijk en de hooge leeftijd van 60 jaar zijn, zooals de Memorie van Toelichting het zegt, voorwaarden welke de toegewijde gezellinnen der mijnwerkers in een droevigen toestand plaatsen. De solidariteit, welke uit dit overdragen voortvloeit, moet niet blijven gemeten worden naar een zoo lang tijdsbestek.

Bedrag der pensioenen door de verzorgskassen in 1919 uitgeheerd.

Vorzorgskas van Bergen	1,538,862 04
Id. id. Centrum	996,219 09
Id. id. Charleroi	1,541,840 63
Id. id. Namen	156,219 12
Id. id. Luik	1,217,354 67
Id. id. de Kempen	1,014 67
TE ZAMEN.	8,451,810 13

Getal pensioentrekkenden. (Op 1 Januari 1920.)

Voorzorgskas.	Gepensionneerden met 360 frank.	Gepensionneerden met een aanvullend pensioen.	Weduwen met 180 frank.	Weduwen met minder dan 180 frank.	Totaal der vier groepen.
Bergen	1,721	1,956	1,024	560	5,261
Centrum	1,150	1,299	606	631	3,686
Charleroi	1,368	2,098	962	2	4,430
Namen	193	152	79	—	426
Luik	1,716	1,674	757	—	4,147
Kempen	1	2	—	—	3
TE ZAMEN	6,151	7,181	3,428	1,193	17,953

Leeftijd der mijnwerkers onderworpen aan de wet in 1914 en in 1918.

Geboortejaar.	GETAL MIJNWERKERS	
	werkzaam in de kolenmijnen in 1914.	werkzaam in de kolenmijnen in 1918.
1854	758	122
1855	1,019	122
1856	1,252	182
1857	1,430	226
1858	1,323	714
1859	1,791	1,061
1860	2,127	1,257
1861	2,322	1,303
1862	2,273	1,368
1863	2,583	1,776
1864	2,736	2,074
1865	2,744	2,231
1866	3,020	2,488
1867	3,117	2,621
1868	3,238	2,692
1869	3,251	2,729
1870	3,459	2,914
1871	3,322	2,703
1872	3,906	3,289
1873	4,211	3,686
1874	4,510	3,744
1875	4,609	3,752
1876	4,495	3,657
1877	4,626	3,694
1878	4,146	3,328
1879	4,263	2,876
1880	4,347	3,076
1881	4,723	3,059
1882	4,975	3,294

GETAL MIJNWERKERS

Geboortejaar.	werkzaam in de kolenmijnen in 1914.	werkzaam in de kolenmijnen in 1918.
1883	4,987	3,188
1884	5,132	3,269
1885	5,092	3,294
1886	5,130	3,169
1887	5,383	3,208
1888	5,371	3,064
1889	5,603	3,313
1890	5,829	3,216
1891	6,141	3,335
1892	5,999	3,187
1893	4,577	3,750
1894	6,928	4,219
1895	7,049	4,644
1896	7,087	4,998
1897	6,571	5,264
1898	5,894	5,418
1899	5,243	5,763
1900	4,713	6,113
1901	3,683	6,207
1902	855	5,290
1903	—	4,007
1904	—	1,623
1905	—	59

Getal mijnwerkers, 55 jaar oud, 55 tot 60 jaar en meer
dan 60 jaar oud in 1919.

Voorzorgskassen

Groepen.	van Bergen.	van het Centrum.	van Charleroi.	van Namen.	van Luik.	der Kempen.	TOTAAL.
Geboren in 1866 tot 1870.	3,330	2,477	3,866	360	2,920	78	13,051
Geboren in 1861 tot 1865.	2,258	1,704	2,248	198	1,900	33	8,341
Geboren voor 1861.	919	609	606	59	656	11	2,860
TOTAAL	6,527	4,790	6,720	617	5,476	122	24,252

Loonen betaald aan de mijnwerkers gedurende de jaren
1915 tot 1919.

Voorzorgskassen	1915	1916	1917	1918	1919
Bergen	30,226,609 38	36,945,565 39	50,177,801 30	64,732,501 18	123,776,642 20
Centrum	26,182,229 35	35,456,944 83	42,021,010 57	55,273,563 03	99,553,936 13
Charleroi	29,560,011 58	43,639,266 42	53,477,996 08	82,128,680 09	168,423,302 27
Namen	3,211,649 46	4,377,771 12	5,407,046 46	7,322,531 24	14,227,471 53
Luik	38,491,466 08	44,757,616 92	42,120,862 18	57,916,512 22	124,392,325 09
Kempen	821,391 75	1,493,234 59	1,533,166 96	2,210,918 62	7,173,925 48

**Inrichting en werking van de Voorzorgskassen onder het stelsel
der wet van 5 Juni 1911.**

Het stelsel van de pensioenen der oude mijnwerkers, ingevoerd door de wetten van 3 Juni 1911 en 26 Mei 1914, is het volgende :

In normale omstandigheden moeten de arbeiders zelf hun pensioen vestigen door de aanwerving van renten bij de Algemeene Lijfrentekas onder waarborg van den Staat, bij toepassing van de algemeene wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen. Te dien einde worden, luidens artikel 1 van de wet van 1911, bij de Algemeene Lijfrentekas verzekerd al de arbeiders in eene Belgische kolenmijn gebezigd, die op 1 Januari 1912 niet 60 jaar oud zijn.

Deze verzekering wordt verwezenlijkt door de ondernemers van kolenmijnen door bemiddeling der voorzorgskassen. Elke arbeider, uit hoofde zijner aansluiting, is houder van een persoonlijk boekje, waarop jaarlijksche stortingen moeten gedaan worden, welke gezamenlijk niet minder dan 18 frank mogen bedragen voor de arbeiders die nog niet 21 jaar oud zijn, en niet minder dan 24 frank voor de arbeiders die 21 jaar of meer dan 21 jaar oud zijn; deze stortingen geschieden door middel van afhoudingen van het loon.

Het bedrag dezer stortingen werd derwijze vastgesteld dat de arbeider, dank zij zijne eigene tusschenkomst en met de aanvullende premiën van den Staat, een pensioen van 360 frank op 60jarigen leeftijd bekomt, in de onderstelling dat de stortingen geschied zijn met afstand van kapitaal.

De arbeider mag zijn stortingen doen met afstand of voorbehoud van kapitaal; eveneens mag hij de ingenottreding der bij de Lijfrentekas verworven renten op 55 of 60jarigen leeftijd bepalen.

Overgangstijdperk. -- Het door de wet ingevoerde stelsel kon zijne volle uitwerking slechts hebben ten voordeele van de arbeiders die op 1 Januari 1912 nog geen 21 jaar oud waren, aangezien de gezamenlijke renten, op zestig jaar verworven door ononderbroken stortingen bij de Algemeene Lijfrentekas, geen 360 frank konden bedragen voor de arbeiders die meer dan 21 jaar oud waren,

Onder die voorwaarden heeft de wet een overgangsstelsel moeten voorzien voor hetwelk er beroep gedaan wordt op de tusschenkomst der voorzorgskassen voor de mijnwerkers.

Het overgangsstelsel is toepasselijk :

1^o Op de arbeiders of gewezen arbeiders die, op 1 Januari 1912, den leeftijd van 60 jaar bereikt of overschreden hebben en niet meer onder de toepassing der wet vallen;

2^o Op de mijnwerkers ten laste van de vroegere voorzorgskassen gepensionneerd;

3^o Op de arbeiders die op 1 Januari 1912 meer dan 21 en minder dan 60 jaar oud zijn.

Aan de arbeiders der eerste twee klassen werd het pensioen van 360 frank « de plano » verleend ten laste van de voorzorgskassen; het verleenen van het pensioen aan de gewezen arbeiders, die niet ten laste van een voorzorgskas gepensionneerd werden, was ondergeschikt aan de voorwaarde dat zij tot

zestigjarigen leeftijd en ten minste gedurende dertig jaren in eene Belgische kolenmijn gewerkt hebben.

De wet van 26 Mei 1914 heeft de weldaad van dit pensioen uitgebreid tot de arbeiders die, vóór 1 Januari 1865 geboren, onbekwaam zijn in eene kolenmijn normaal te werken en in nood verkeerenden, tenzij het bewezen is dat de gewezen arbeider de mijn om andere dan gezondheidsredenen vóór den tijd heeft verlaten.

Voor de arbeiders der derde klasse bepaalt de wet dat, om te voorzien in de ontoereikende renten die zij bij de Algemeene lijfrentekas konden verwerven door middel van de stortingen gedaan uit hoofde van hunne verplichte aansluiting bij deze kas, hun ten laste van de voorzorgskassen een aanvullend pensioen wordt toegekend, waarvan het bedrag gelijk is aan het verschil tusschen het bedrag van 360 frank en het bedrag der renten die deze arbeiders hadden kunnen verwerven door middel van stortingen in de Algemeene Lijfrentekas; de stortingen worden ondersteld te zijn gedaan met afstand van kapitaal en ingenottreding op 60jarigen leeftijd.

Het toekennen van het aanvullend pensioen is ondergeschikt aan de voorwaarde, dat de belanghebbenden den leeftijd van 60 jaar hebben bereikt en dat zij tot dien leeftijd en gedurende ten minste dertig jaren in eene Belgische kolenmijnontginning gewerkt hebben.

De leeftijdsgrens wordt echter op 55 jaar gebracht voor de arbeiders of gewezen arbeiders van den ondergrond, die tot dien leeftijd en gedurende ten minste dertig jaren in eene Belgische ontginning gearbeid hebben, zoo zij elken arbeid staken of zoo zij, voortgaande met te werken, een loon trekken dat minder dan twee vijfden bestraagt van het gemiddeld loon van de arbeiders hunner klasse.

Dezelfde leeftijdsgrens van 55 jaar werd door de wet erkend ten voordeele van de gewezen arbeiders derzelfde klasse, wien het pensioen van 360 frank verleend werd bij de inwerkingtreding van de wet van 3 Juni 1911, wanneer zij tot dien leeftijd gedurende dertig jaar in de mijn hadden gearbeid.

Onafhankelijk van de pensioenen aan de arbeiders verleend, heeft de wet ook het pensioen uitgebreid tot de weduwen en minderjarige kinderen, die zullen voortgaan de pensioenen te trekken, welke zij genoten ten laste van de vroegere voorzorgskassen vóór de inwerkingtreding der wet; daarbij zullen de weduwen van de mijnwerkers, die op 1 Januari 1912 meer dan 21 jaar oud zijn en gestorven zijn na een pensioen verkregen te hebben, een pensioen van 180 frank kunnen bekomen ten laste der voorzorgskassen, wanneer zij den leeftijd van 60 jaar zullen bereikt hebben, mits zij gedurende ten minste 20 jaar met een mijnwerker zijn gehuwd geweest.

Om de lasten te dekken veroorzaakt door de uithetaling dezer pensioenen, voorziet de wet dat de voorzorgskassen zullen gestijfd worden :

1^o Door een bijdrage van de aangesloten ondernemers, gelijk aan het bedrag van de lasten dezer kassen, zonder dat zij lager moge zijn dan 1 $\frac{1}{2}$ t. h. van de loonen.

Mochten de lasten 2 $\frac{1}{2}$ t. h. van de loonen der werklieden te boven gaan, dan zou het meerdere worden gedeekt, voor de helft, door den Staat en, voor de helft, door de provinciën op welker grondgebied de mijnen zijn gelegen;

2^o Door eene tijdelijke bijdrage der arbeiders die op 1 Januari 1912 ten minste dertig jaar oud zijn en die op 30 centimen per maand bepaald wordt.

Volgens de wet van 3 Juni 1914 hebben dus de voorzorgskassen een dubbel doel :

1^o Tot bemiddeling te dienen voor de aansluiting van de arbeiders bij de Algemeene Lijfrentekas;

2^o Pensioenen en aanvullende pensioenen te verleenen binnen de door de wet bepaalde grenzen.

De voorzorgskassen zijn uiteraard zuiver patronale inrichtingen, waarbij al de ondernemers verplichtend aangesloten zijn; deze inrichtingen bezitten rechtspersoonlijkheid bij toepassing van de wet van 28 Maart 1868. Hun getal werd op zes bepaald bij koninklijk besluit van 1 October 1914, dat al de ontginningen der verschillende bekken omvat.

De kassen worden beheerd door beheercommissiën bestaande voor de helft uit werkgevers en voor de helft uit arbeiders.

Deze commissiën doen, onder meer, uitspraak over de aanvragen tot pensioen.

Hare besluiten zijn vatbaar voor beroep bij den vrederechter, in wiens rechtsgebied de kas haren zetel heeft.

* * *

De Middenafdeeling heeft het Ministerie van Nijverheid en Arbeid verzocht, haar zoo mogelijk de lasten te doen kennen, welke de goedkeuring van het ontwerp meebrengt.

Zie hier het antwoord :

Raming der lasten voortspuitende uit de toepassing van het
wetsontwerp van de heeren Dejardin c. s.

Onder het tegenwoordig wettelijk stelsel bedragen de pensioenen, in 1919 door de voorzorgskassen uitbetaald, 5,451,510 frank.

Ondersteld dat het pensioen op 720 frank voor de arbeiders en op 360 frank voor de weduwen worde bepaald, dan kan de last van de kassen geschat worden op 11,082,810 frank. Werd het pensioen gebracht op 1,100 frank voor de werklieden en op 550 frank voor de weduwen, dan zou het totaal bedrag 17,026,960 frank zijn.

Maar het ontwerp-Dejardin c. s. breidt het pensioen uit tot eene nieuwe klasse van arbeiders, die van 50 tot 58 jaar, wier getal, op 1 Januari 1919, 13,031 bedroeg.

Ondersteld dat het getal ondergrondse arbeiders, vergeleken met het geheel getal arbeiders in de kolenmijnen, 70 % vertegenwoordige, dan kan het getal ondergrondse arbeiders geschat worden op $\frac{13,031 \times 70}{100} = 9,136$.

Artikel 8 der wet van 9 Juni 1914 breidt het aanvullend pensioen uit tot de arbeiders die den arbeid staken of slechts $\frac{3}{5}$ van het gemiddeld loon

van de arbeiders hunner klasse trekken. Het is onmogelijk, van de 9,136 arbeiders het getal dergenen aan te geven, die in die voorwaarden verkeerden. Zoo al die 9,136 arbeiders geroepen waren het pensioen te trekken :

1° Van 720 frank, dan zou de aanvankelijke last $720 \times 9,136 = 6,577,920$ frank bedragen.

2° Zoo het pensioen 1,100 frank bedraagt dan zou de bijkomende aanvankelijke last $1,100 \times 9,136 = 10,049,600$ frank bedragen.

Inderdaad, er dient te worden opgemerkt dat er in deze veronderstelling geen sprake is van aanvullend pensioen; de wet van 10 Mei 1900 voorziet dat de aangesloten bij de Algemeene Lijfrentekas slechts de verworven renten kunnen genieten, te rekenen van elk levensjaar volbracht vanaf 55 jaar tot 65 jaar. De voorzorgskassen zouden den last van de pensioenen geheel hebben te dragen. En het is slechts wanneer elk dezer arbeiders den leeftijd zou bereiken, dien hij bepaald heeft voor de ingenottreding der renten verworven door middel van zijne stortingen in de Algemeene Lijfrentekas, hetzij op 55 of op 60 jaar, dat er van de onderscheidenlijk op 720 en op 1,100 frank bepaalde sommen het bedrag dezer renten dient afgetrokken.

Uit die beschouwingen blijkt, dat voor het eerste jaar alleen, voor de arbeiders van 50 tot 55 jaar, de last van 17,026,960 frank zal gebracht worden op $17,026,960 + 6,577,920 = 23,604,880$ frank, zoo het pensioen 720 frank bedraagt. Men heeft $17,026,960 + 10,049,600 = 27,076,560$ frank, zoo het pensioen op 1,100 frank gebracht wordt.

Er blijft eene andere klasse van arbeiders, die van 55 tot 60 jaar, bovengrondsche arbeiders die, krachtens de tegenwoordige wet, slechts op 60 jaar tot het pensioen worden toegelaten. Hun getal kan geschat worden op 8,341, volgens de cijfers der aangesloten mijnwerkers door de Algemeene Lijfrentekas opgegeven. Krachtens het ontwerp-Dejardin en medeleden, genieten deze arbeiders automatisch het pensioen van 1,100 frank op 55jarigen leeftijd. De renten, die zij bij de Algemeene Lijfrentekas hebben kunnen verwerven, kunnen gemiddeld op 60 frank geschat worden. De voorzorgskassen zullen dus te dragen hebben, zoo men zich aan de bewoordingen van de wet van 1911 hield, ongeveer 300 frank voor elk hunner, dat is $300 \times 8,341 = 2,502,300$ frank. Zoo het pensioen op 720 frank gebracht wordt, dan zou deze last stijgen met $360 \times 8,341 = 3,002,760$ frank. De aanvankelijke last zou dus zijn $2,502,300 + 3,002,760 = 5,505,060$ frank. Wordt het pensioen op 1,100 frank gebracht dan komt daarbij $(1,100 - 720 = 380) 380 \times 8,341 = 3,169,380$ frank. De totale vermeerdering zou dus zijn $5,505,060 + 3,169,380 = 8,674,440$ frank.

De raming der lasten voortvloeiend uit de toelating der weduwen van 55 jaar tot het pensioen en door de verhooging van het bedrag van het pensioen op 550 frank is onmogelijk zonder zeer lange en zeer ingewikkelde berekeningen.

Thans bezitten wij geen voldoende gegevens. Ook ontbreken de inlichtingen om het getal invaliden te schatten en het bedrag van de pensioenen die het wetsontwerp voor hen voorziet.

De opsomming van de hoogervermelde cijfers laat toe « grosso modo » den aanvankelijken last te schatten, aangezien deze last elk jaar zal toenemen

gedurende een tijdperk dat slechts kan bepaald worden door middel van sterftetabellen :

A. — Zoo het pensioen op 720 frank wordt gebracht :

1 ^o Arbeiders die thans pensioen trekken	fr. 11,082,810 »
2 ^o Arbeiders van 50 tot 55 jaar oud	5,577,920 »
3 ^o Arbeiders van 55 tot 60 jaar oud	5,505,060 »
4 ^o Weduwen (raming onmogelijk)	»
TE ZAMEN.	fr. 23,165,790

B. -- Zoo het pensioen op 1,100 frank wordt gebracht :

1 ^o Arbeiden die thans pensioen trekken.	fr. 17,026,960 »
2 ^o Arbeiden van 50 tot 55 jaar oud	10,049,600 »
3 ^o Arbeiden van 55 tot 60 jaar oud	6,674,640 »
4 ^o Weduwe (raming onmogelijk).	»
TE ZAMEN	fr. 23,751,200 »

De lasten van de voorzorgskassen worden gedekt :

1^o Door eene maandelijksche bijdrage van fr. 0,50 te betalen door de arbeiders die ten minste 30 jaar oud zijn op 1 Januari 1912. Deze bijdrage voor het geheele land mag geschat worden op ongeveer 550,000 frank.

2^o Door bijdragen thans bepaald op 2 1/2 % maar die het ontwerp voorziet op 3 % van de loonen der arbeiders. Zoo deze bijdragen meer bedragen dan 2 1/2 % wat in het ontwerp 3 % wordt, den zal het overschot worden gedekt voor de helft door den Staat en voor de helft door de provinciën op wier grondgebied de kolenmijnen zijn gelegen.

Wordt het bedrag van 3 % aangenomen dan is de berekening als volgt : Het bedrag der loonen voor 1919 beloopt fr. 532,637,602.70; 3 % van dit bedrag maakt fr. 15,979,428.08.

In de eerste der drie veronderstellingen waarin het pensioen op 720 frank voor de arbeiders en op 360 frank voor de weduwen zou worden gebracht, werd de last geschat op 11,082,810 frank. Zoo men bij dezen last voegt diegenen welkede toelating van de weduwen op 55 jaar als ook van de vroegtijdig invalide mijnwerkers meebrengt, dan mag men schatten dat de totale kosten zonden gedekt zijn door de sommen voortkomende van de patroonsbijdrage van 3 %.

In de tweede veronderstelling waarin het pensioen op 720 frank wordt gebracht maar de pensioensleeftijd op 50 en 55 jaar wordt gesteld, zou men tegenover een tekort staan van ten minste : 23,165,790 — 15,979,428.08 = 7,186,361.92 frank, wel te verstaan zoo men in de uitgaven de lasten van weduwen en invaliden niet mederekent.

In de derde veronderstelling, waarin het bedrag van het pensioen op 1,100 frank wordt gebracht op de leeftijden van 50 en 55 jaar, zou het tekort bedragen : 33,751,200 — 15,979,428.08 = 17,771,771.92 frank, niet inbe-

grepen de kosten van de pensioenen der weduwen (nieuwe reeks) en der invaliden.

Op te merken valt, dat het hier om de aanvankelijke lasten gaat van het nieuwe stelsel; daar dit tekort elk jaar toeneemt tot op het oogenblik dat het getal achtereenvolgens te pensionneeren arbeiders gelijk zal staan met het getal dergenen die verdwijnen.

* * *

De Middenafdeeling keurt het wetsvoorstel goed, behoudens de bezwaren van sommige harer leden wegens zijne financieele gevolgen.

De Verslaggever,
J. MANSART.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.
